

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Ça va
péter !



RETRAITES, SALAIRES, EMPLOI
STOP A L'IMPOSTURE

Retraites

Le 24 juin et après...


Résistances

Chômeurs, Ford, SNCF, Santé

Dossier Crise

Derrière les
mensonges d'Etat...





L'université d'été, comment ça marche ?

Tous les jours, le matin de 9h à 12h et l'après-midi de 14h à 17h, les ateliers et débats ont lieu en parallèle. Plusieurs ateliers de discussion et de formation se déroulent donc simultanément (jusqu'à 9). Cette richesse permet de satisfaire à peu près tout le monde, mais peut poser un choix « difficile » entre plusieurs thèmes...

Le créneau 17h30 – 19h est libre (nous essayons de le libérer pour permettre les ballades, les derniers bains de mer de l'année ou discuter tranquillement sur la terrasse...).

Dans la soirée : cinéma, musique, bar, théâtre, discothèque et, pour les accros, quelques débats supplémentaires parfois autour d'invité-e-s.

Nous sommes en pension complète, c'est-à-dire logé-e-s en bungalow, nourri-e-s en restauration collective, ce qui permet d'en faire un moment de vacances pour soi et sa famille.

du mercredi 25 août au samedi 28 août
(accueil à partir du mardi 24 après-midi, départ le dimanche 29 août après le petit-déjeuner).

A Port-Leucate, près de Perpignan, dans le village vacances « Les Carrats »

2^e Université d'été du NPA

Pour plus de précisions, consultez la rubrique du site du NPA npa2009.org ou écrivez-nous à : universite_ete@yahoo.fr

L'université d'été du NPA

C'est notre grand rendez-vous avant le congrès national. C'est donc un moment important pour prendre du recul sur une année très chargée, et échanger entre militant-e-s et sympathisant-e-s, ainsi qu'avec nos invité-e-s du mouvement social ou de la gauche anticapitaliste venu-e-s de toute la planète.

**Du 25 au 28 août 2010
à Port-Leucate
près de Perpignan**

au bord de l'eau, dans le village vacances "Les Carrats"

Pour plus d'informations, visitez notre site national :

www.npa2009.org

Soutenez le NPA

SOUSCRIPTION 2010

Deux façon de verser :

- par chèque à l'ordre de « NPA souscription » à renvoyer à : NPA souscription
2 rue Richard Lenoir
93100 Montreuil
- par carte bancaire sur www.npa2009.org/souscription

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Tous les dons effectués avant le 31 décembre 2010 seront déductibles des impôts pour l'année 2011.

ABONNEMENTS

Anticapitalistes !

Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova
à envoyer à NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____
Prénom : _____
APT, ESC, BAT : _____
N° : _____ RUE : _____
LIEU DIT (si nécessaire) : _____
CODE POSTAL : _____
VILLE : _____

Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**
CPPAP : 1014 P 11511 - ISSN : en cours
NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux
Imprimerie : Copy-Média
23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

TOUT EST A NOUS L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C (entourez la formule que vous avez retenue). Il est également possible de payer par prélèvement - Se renseigner auprès des militants.

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	28 €	56 €
L'hebdo +La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires +La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____
Prénom : _____
APT, ESC, BAT : _____
N° : _____ RUE : _____
LIEU DIT (si nécessaire) : _____
CODE POSTAL : _____
VILLE : _____

Sommaire

Retraites & En lutte p. 4-5

- Retrait du projet de loi !
- Grève des chômeurs
- Tribune du Collectif Rive droite...

Nos vies, pas leurs profits p. 6-7

- Ford : Ce n'est pas fini !
- Dentressangle : lutte contre les licenciements
- SNCF : 15 jours de grève pour rien ?
- Clinique Bordeaux Nord : la direction cède

Dossier Crise du capitalisme p. 8-9

Education p. 10

- Pablo Neruda en colère
- Mobilisation à Eysines contre les fermetures

Congrès local du NPA 33 p. 11

Féminisme et discriminations p. 12-13

- 29 mai pour les droits des femmes
- Une gifle pour Saint Projet
- "Toute l'année est une gigantesque hétéropride..."

A lire & brève p. 14

- Le quai de Ouistreham - F. Aubenas
- La Monnaie encore au tribunal

Internationalisme p. 15-16

- Tribune de Survie : l'armée française et l'Afrique
- Mort d'un piteux "pithécantrophe galonné"...
- Y. Lerer, une internationaliste sans concession
- Contre le blocus de Gaza...

**Prochain numéro en septembre...
Bonne lecture !**

Après le succès du 24 juin, préparer la grève générale

Deux millions de manifestants dans les rues, plus de 100 000 en Aquitaine (70 000 à Bordeaux, 17 000 à Pau, 12 000 à Bayonne, 6 000 à Mont-de-Marsan, 5 000 à Agen, Périgueux, Bergerac, Sarlat...). La colère et le sourire sous le soleil, les vuvuzelas pour huer le gouvernement... et de plus en plus de slogans dénonçant les injustices "*Faisons du social, taxons le capital*", les mensonges, les cadeaux pour les riches, la corruption du pouvoir, et cette fois certains cortèges appelaient à "*la grève générale pour une rentrée sociale*". (voir page 4)

Malgré lui, le gouvernement aura tout fait pour encourager la mobilisation : un projet de loi qui est une véritable imposture ; une provocation supplémentaire avec l'annonce du gel des salaires pour plusieurs années dans la fonction publique, qui se répercutera bien sûr dans le privé ; et une accumulation d'affaires dont il n'arrive plus à se défaire.

Le bateau du pouvoir prend l'eau de toute part : Bachelot et Yade ridicules en Afrique du Sud ; la famille Woerth prise main dans la main avec les Bettencourt ; les cigares de Blanc ; les scandales à répétitions des logements ministériels ; les zélés Val et Hess qui virent Porte et Guillon de *France Inter* ; Sarkozy demandant à rencontrer Thierry Henry... ça sent la décadence. Même ce malheureux Villepin qui voulait postuler pour jouer les remplaçants a été médiatiquement effacé par une grève... de footballeurs ! Les imposteurs qui prétendent nous "*sauver*" sont eux-mêmes en crise et l'annulation de la Garden Party du 14 juillet n'y changera rien.

Des retraites à la crise, une seule réponse : notre mobilisation

Oui, la journée du 24 juin a été un véritable succès... il s'agit maintenant de s'appuyer sur elle pour construire un rapport de forces, une grève générale, pour imposer les exigences de la population contre ce gouvernement dont le seul but est nous faire payer la crise du capitalisme. Face à elle, nous avons aussi des mensonges à lever, des réponses politiques à avancer (notre dossier pages 8 et 9).

Les difficultés, le recul des conditions de vie, pèsent de plus en plus. La nouvelle hausse du chômage (plus de 4 millions selon les chiffres officiels, plus de 5 en réalité), qui percute particulièrement les jeunes et les plus de 50 ans, rend d'autant plus urgente une réaction collective. Et la révolte et la colère sont bien là comme nous en rendons écho à Ford, à la SNCF, chez les chômeurs et précaires, dans la santé et l'éducation (pages 5, 6, 10)

La perspective est bien celle de les faire converger autour d'un but clair : faire plier le gouvernement. Imposer le retrait des plans d'austérité contre les pauvres et des faux plans de relance au service des riches. Imposer le retrait du projet sur les retraites où il n'y a rien à négocier, à l'inverse de ce qu'ont prétendu pendant des mois les directions des principales confédérations syndicales.

Le PS qui sent le vent tourner parle maintenant aussi de changer le rapport de forces, mais son projet, comme l'a rappelé Aubry au lendemain du 24, c'est une "*réforme juste et équilibrée*"... tout en ajoutant que bien sûr, il est nécessaire "*que la majorité des Français travaillent plus longtemps, partent plus tard*" ! Un programme clair, que nous ne voulons pas.

Le nôtre, celui dont nous avons largement discuté lors de notre congrès départemental (page 11), c'est d'être le plus utile aux mobilisations de la population, à son unité pour conquérir ses exigences et ses droits, et de porter en leur sein une perspective de rupture anticapitaliste, pour un socialisme du 21^{ème} siècle.



Pour plus d'infos et pour nous contacter :
www.npa33.org - anticapitalistes@npa33.org

Il n'y a rien à négocier, retrait du projet loi sur les retraites !

Le 24 juin, si le secteur public s'est fortement mobilisé dans l'Education comme dans la Santé, le privé a aussi répondu présent. A la manifestation de Bordeaux, des cortèges avec banderoles Auchan, Simply Market, l'aéronautique, Michelin, Thalès, etc. étaient présents. Les cheminots qui sortent d'une grève de 15 jours avaient également un gros cor-

la retraite à 60 ans avec passage de l'âge légal à 62 ans et retraite à taux plein à 67 ans, allongement de la durée de cotisation à 41,5 annuités, augmentation des cotisations des fonctionnaires (qui équivaut à une baisse de salaire alors que le gouvernement veut imposer leur gel pour 3 ans), traitement individualisé de la

première pierre de son plan de rigueur. C'est bien la lutte pour le retrait du plan qui est à l'ordre du jour et non pas la réécriture d'une autre mouture à laquelle les dirigeants du PS voudraient participer, en avançant le refus de l'abandon de la retraite à 60 ans... tout en défendant l'augmentation des annuités.



Il faut aussi légitimer notre droit à profiter de la retraite, dénoncer ceux qui veulent culpabiliser les salariés alors qu'ils servent les plus riches. Cela signifie affirmer la retraite à 60 ans à taux plein et les 37,5 annuités maximum pour tous car il n'y a pas de "catastrophe" des retraites mais une autre répartition des richesses à imposer, un rapport de force à inverser. La manifestation du 24 juin est un premier pas pour construire un mouvement d'ensemble pour le retrait du projet de loi sur les retraites comme nous avons pu le connaître lors du CPE. Pour préparer la

mobilisation et lui donner confiance, il nous faut unir toutes les forces, dépasser les clivages entre partis et syndicats car la question des retraites est l'affaire de tous. Les collectifs et les initiatives unitaires sont un pas important pour créer cette unité, pour offrir un cadre démocratique à tous ceux qui veulent construire la mobilisation. Comme pour le CPE, il faut créer une réelle dynamique démocratique à la base pour faire céder le gouvernement.

Alors que Sarkozy et Woerth pensaient avoir neutralisé les directions syndicales par la méthode habituelle du "dialogue social" et de la "concertation", tout en distillant dans l'opinion les mesures qu'ils comptaient prendre, ils ont voulu frapper fort : fin de

tège. Les salariés ont exprimé leur révolte face au gouvernement. Dans les discussions qui ont suivi, où beaucoup étaient contents du succès, la question des suites de la lutte était posée, comme la conscience qu'un rapport de force global se joue aujourd'hui.

penibilité où seulement 10 000 travailleurs par an seront concernés ! Pendant des mois, Woerth a joué à celui qui voulait "sauver" les retraites de la "catastrophe démographique", en s'appuyant sur des projections à 40 ans ! Mais les mesures de son plan ne visent qu'à satisfaire les marchés financiers tout de suite, comme Lagarde vient de le faire en leur vantant "la montée en charge rapide" de la contre-réforme du gouvernement.

Il faut imposer un recul à Sarkozy qui compte utiliser les retraites comme

Laurent Delage

"GREVE" DES CHOMEURS ? (ça surprend ! c'est fait pour)

Démarrée le 3 mai par le collectif de lutte contre le chômage et la précarité de Rennes, puis par la coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France, cette grève fait suite aux marches contre le chômage et les précarités de la fin 2009 décidées lors des Assises de Bobigny il y a tout juste un an. Le NPA prend toute sa part dans cette action unitaire avec les autres militants politiques, syndicaux et associatifs présents. Il s'agit d'un mouvement au "long cours" repris déjà dans une vingtaine de villes, dont Bordeaux, par des collectifs mili-

tants dont le but est de "rendre visibles les invisibles", celles et ceux qui n'apparaissent que comme des chiffres, des statistiques, des courbes : 5 millions de chômeurs, 1 million en fin de droits en 2010 (plus de 30 % en 1 an), dont 400 000 n'auront même pas droit au RSA ou à l'ASS qui n'offrent pourtant que des revenus dérisoires. Et la précarité, ce sont aussi des travailleurs pauvres et des retraités, des handicapés avec des pensions de misère.



C'est s'unir pour renverser le rapport des forces face aux Pôles Emploi, aux Caf, Cnam...

A Bordeaux aussi, avec le collectif A.C !, NPA, GU, PG, nous ne chômons pas : pique-nique militant dans des Pôles emploi, soutien aux luttes des agents de Pôle emploi, participation aux manifs retraites... Nous faisons très bien ce que nous savons faire tout en sachant plus que jamais que c'est un véritable mouvement d'ensemble qu'il faut organiser avec toutes celles et tous ceux qui ne veulent pas payer la crise des capitalistes. Cela s'appelle une... *Grève générale !*

Jacques R.

BIENVENUE AU 39 49



Aussi, ce que nous mettons en avant c'est la répartition du travail et des richesses, travailler tous pour travailler moins, un emploi c'est un droit, un revenu c'est un dû. Et toutes les revendications liées au dysfonctionnement de Pôle emploi : arrêt des radiations, fin des offres "raisonnables" d'emplois, du suivi mensuel, arrêt du 39 49 (messagerie téléphonique)... entre autres.

La grève, c'est s'organiser collectivement, lutter contre l'individualisation, la culpabilisation et l'exploitation des chômeurs par les petits boulots précaires.

Tribune du Collectif Rive droite pour la convergence des luttes

Autour d'une motion "Halte à la destruction de notre système de retraites !"

À un conseil municipal de Lormont du 18 juin, la majorité PS-PC, qui avait reçu du Collectif une proposition unitaire de motion sur les retraites, n'a pas répondu à cette volonté d'unité.

La conseillère municipale NPA, Monica Casanova, membre du Collectif, a exigé le retrait de la contre-réforme, et a ainsi rétabli les faits :

"La motion soumise au vote s'inspire très largement d'une motion présentée à la majorité municipale par le Collectif Rive droite, composé de militants politiques (PG, PC, NPA, GU, FASE), syndicaux et associatifs, voulant faire converger les résistances et mobilisations, localement, depuis la votation de la Poste.

La motion initiale défendait l'idée d'" augmenter les salaires, réduire le chômage et le temps de travail, taxer les revenus financiers, augmenter les cotisations patronales et cesser les exonérations fiscales "

Dans la motion présentée au conseil, cette partie a été remplacée par un paragraphe contre les niches fiscales, en faisant disparaître la nécessité d'augmenter les salaires, réduire le temps de travail et cesser les exonérations au patronat !

De même, les 37,5 annuités pour tous, public-privé, ont disparu.

Le Collectif a écrit à la majorité en s'étonnant de ce que cette revendication, figurant sur le tract du Comité départemental pour les retraites dont le PS était signataire, ait été oubliée, et de ce que la majorité PS-PC présente cette motion en son nom, en ignorant la démarche unitaire du Collectif.

Après consultation du Collectif, en désaccord sur ces points comme avec la méthode employée pour présenter cette motion, je m'abstiendrai sur elle, tout en appelant à la mobilisation la plus massive possible".

Un adjoint socialiste s'est aussi abstenu, pour l'unité, et mécontent des procédés peu démocratiques de sa majorité. Le Collectif présentera sa motion dans d'autres communes. Il était dans la rue le 24 juin et compte bien continuer !

Collectif Rive droite pour la convergence des luttes

Nos vies, pas leurs profits

Usine Ford Ce n'est pas fini !

La reprise de la mobilisation y est sûrement pour quelque chose. La donne est peut être en train de changer. En effet, Ford qui avait disparu de la circulation depuis la reprise de l'usine par la holding HZ (le 1er mai 2009), vient d'accepter de rencontrer les syndicats du site et donc à nouveau de rentrer dans le "jeu". Certes Ford refuse de reprendre le contrôle direct de l'usine mais les choses bougent un peu. Ford envisage maintenant de repousser son désengagement prévu fin 2011.

Depuis le début, la CGT-Ford refusait de "lâcher" Ford et considérait que la seule solution d'avenir crédible pour l'usine était que Ford reprenne en main l'usine ou qu'au moins il repousse la date de son désengagement. En réponse, la direction de First (nouveau nom de l'usine), celle de HZ ou encore les pouvoirs publics, tout le monde répétait sans cesse que Ford était devenu un client comme un autre et qu'un retour à la situation antérieure était impossible.

Et pourtant, suite à l'insistance de la CGT rejointe par l'ensemble des syndicats, voilà que la direction de Ford Europe a reçu le 25 juin les représentants syndicaux au siège de Cologne. Il faut dire qu'entre temps, les salariés ont repris le chemin de la mobilisation. Trois actions en 10 jours : manifestation le 31 mai (jour d'une réunion CE, 400 salariés mobilisés), le 8 juin (journée "usine morte" avec 90 % de grévistes) et le 10 juin (près de 200 salariés).

Le mécontentement augmente face à une situation de plus en plus préoccupante. La reprise n'est jamais apparue comme fiable. A aucun moment les projets promis n'ont semblé être en mesure de voir le jour. La différence aujourd'hui, c'est que 14 mois sont passés et que les délais sont dramatiquement réduits pour espérer qu'une activité se mette en place d'ici l'année pro-

chaine. Résultat, la sauvegarde des 1600 emplois est de plus en plus compromise.

Il y a urgence et l'inquiétude des salariés s'accompagne d'un mélange d'écœurement, de désillusion, de résignation. En même temps, du fait que la production devient très faible, les ouvriers étant en grande partie "sous occupés", il y a comme un sentiment de panique devant l'issue qui apparaît comme froidement programmée : une fermeture d'usine quand Ford n'aura plus besoin de notre travail. Le climat est difficile. Les discussions entre collègues puis entre syndicats sont très animées parfois houleuses. Notre avenir est en jeu et forcément il y a des tensions entre nous tous.

La question est comment ne pas détériorer le "collectif", comment au contraire renforcer les liens de solidarité, la conscience que c'est tous ensemble que nous défendrons au mieux nos emplois. Les patrons jouent évidemment le "pourrissement" de la situation, ils jouent la division. A nous d'y faire face. Mais cela exige des perspectives qui rendent crédibles notre bataille pour l'emploi sinon c'est le risque que tout parte vers le chacun pour soi, vers la négociation des primes de départs.

Oui, rien n'est écrit à l'avance. Il y a évidemment l'espoir de faire reculer Ford et de sauver l'usine. Mais cela ne dépend pas uniquement de ce qui se passera dans l'usine. L'enjeu est tel (près de 10 000 emplois dans la région liés à l'activité de l'usine) qu'obligatoirement, la suite dépend de l'action des pouvoirs publics, des élus, des partis politiques... La bataille pour la défense des emplois concerne toute la région. Il faut un "tous ensemble", une mobilisation générale qui mette un coup d'arrêt à la politique destructrice des patrons. Le défi est grand mais on se dit que rien n'est perdu.

Philippe

Lutte contre des licenciements à Dentressangle

Il y a encore plein d'entreprises où les patrons ne s'embarrassent pas du droit des salariés. C'est le cas chez le transporteur Norbert Dentressangle. Suite à une grève importante en mai dernier qui avait vu l'activité de plusieurs dépôts paralysée, la direction a décidé de frapper un grand coup en lançant des procédures de licenciements envers au moins 15 délégués syndicaux de différents sites.

Mardi 22 juin, jour où deux délégués étaient convoqués à un entretien "préalable à un licenciement", les syndicats appelaient à une journée de lutte à l'entrepôt de Bassens (logistique pour Carrefour). Une quinzaine de militants syndicaux, travaillant sur la région parisienne, sont descendus la veille en camionnette pour

faire une action visible à l'entrée du site. Ils ont appelé les salariés à débrayer pour défendre les deux délégués menacés de licenciements. Une quarantaine d'entre eux sont sortis et se sont rassemblés avec l'équipe militante. Ce qui a évidemment fait très chaud au cœur.

Il faut savoir que les militants syndicaux sont victimes d'un "harcèlement" patronal. Plusieurs militants subissent des sanctions financières, des mises à pied répétées, des menaces de licenciements pour différents prétextes. Une situation qui use les militants et qui intimide globalement l'ensemble des salariés. Dans ce contexte, il est rassurant de voir ces militants garder le moral et une détermination admirable.

Garder le moral est d'autant plus difficile que les structures syndicales (Fédération du transport, Unions Départementales, que ce soit CGT, FO, CFTC ou CFDT) étaient absentes lors du rassemblement : ni soutien, ni aide logistique ou financière ! C'est incroyable mais vrai. C'est même écœurant ! Des militants sont là après avoir fait 600 à 800 kilomètres, ils sont là à se débrouiller seuls uniquement avec leur dévouement et leur volontarisme.

Heureusement que la CGT Caisse des dépôts et Ford sont venues apporter leur soutien, ce qui a permis de montrer que la solidarité était aussi une réalité.

Ph.

Nos vies, pas leurs profits

SNCF : 15 jours de grève, pour rien ?

La question se pose et est dans la tête de tous ceux qui ont participé à ce conflit. Beaucoup d'amertume mais aussi beaucoup de fierté. Amertume parce que nous n'avons rien gagné mais aussi fierté parce que malgré les difficultés (et elles étaient nombreuses), nous avons réussi une mobilisation exemplaire.

Il faut bien aujourd'hui essayer d'analyser les raisons de l'échec de cette grève. Tout d'abord, objectivement, les conditions de départ n'étaient pas géniales (voir Anticapitaliste n°10) : désunion syndicale, différents préavis, modalités de grève différentes en fonction des chantiers.

La CGT pensait sortir de ce conflit assez rapidement après avoir obtenu quelques bricoles comme l'histoire récente l'autorisait à y croire. La direction fédérale a tout fait dans le conflit pour se distinguer de SUD Rail et ainsi apparaître comme un

syndicat "responsable". Elle s'est même permis un tract quotidien dénonçant l'"alliance objective Direction/Gouvernement/SUD" pendant la grève ! Heureusement, dans beaucoup d'endroits les militant(e)s CGT ont refusé de distribuer ces tracts, privilégiant l'unité à la base CGT/SUD.

Mais le piège s'est refermé sur la CGT. La direction a profité de cette occasion pour montrer les muscles et en déclarant refuser "toute prime à la grève" a envoyé un signal très fort et lourd de sens pour l'avenir. Elle a de "nouveaux" alliés (UNSA, CFDT), les autres n'ont qu'à bien se tenir !

Difficile aussi de passer sous silence la difficulté à mobiliser qu'a eu la fédération SUD Rail tant les manœuvres de la CGT devenaient grossières, mais aussi du fait du refus de pas mal d'équipes de suivre un mouvement "merdique de la CGT". Ce

qui est un signe inquiétant en vue des bagarres à venir et qui semble se confirmer par le refus de participer aux "journées d'action bidon" type 27 mai et 24 juin.

Cette juste colère partagée bien au-delà des rangs de SUD Rail est parfois ambiguë : à force de refuser les grèves carrées parce qu'elles ne "servent à rien" et les grèves reconductibles "parce qu'on en a été tenu à l'écart" on finit par ne plus rien faire.

Ce qui est sûr c'est que la direction a bien compris qu'elle a remporté une victoire et elle compte bien en profiter en accélérant ces restructurations. Face à cela, plus que jamais, l'unité de tous ceux qui contestent la casse libérale de la boîte est nécessaire. L'unité à la base CGT/SUD réalisée dans beaucoup de régions est un point d'appui et un signe d'espoir. Les militant(e)s NPA feront tout pour contribuer à renforcer cette unité.

Pierrot

Clinique Bordeaux Nord

La direction cède face à la pression

La direction avait augmenté les salaires de 1 % en janvier et avait envisagé une augmentation supplémentaire de 1% ou une prime de 150 € d'ici 2012 pour les 200 soignants qui ne l'ont pas (voir Anticapitalistes ! n°11).

Puis, sa décision d'abandonner la prime a écoeuré les soignants. A l'appel de la CGT, une AG a rassemblé une cinquantaine de salariés. Nous avons décidé d'un ultimatum : l'alignement de la prime pour tous d'ici 2012 sinon la grève dès le 28 juin.

La réaction de Y. Noël, le directeur du groupe, n'a pas tardé : 2 réunions qui ont rassemblé en tout 150 salariés, pour la plupart des soignants où il nous a expliqué qu'on allait faire couler la clinique. Nous lui avons fermement montré que nous tenions aux 150 €.

Y. Noel n'était obsédé que par une chose : la menace de grève. Pas question pour lui de revivre les 25 jours de grève de 2001 !!! Habitué à essayer de monter les salariés contre la CGT, il est tombé sur un os : des salariés unis, retrouvant les réflexes collectifs et prenant la parole, et bien décidés à préparer la grève.

Après la réouverture des négociations vendredi 25 juin, nous avons fini par imposer une augmentation générale supplémentaire de 0,7 % pour tous et un calendrier d'augmentation de salaires équivalente à 150 € d'ici 2013 pour les soignants qui n'ont pas la prime, sauf si la clinique était en déficit... Soit environ 150 000 € supplémentaires pour les salaires.

Même si 150 salariés non soignants ne sont pas concernés par cette dernière mesure, l'accord a été accepté en AG avec l'intention de poursuivre la pression...

Isabelle Laroquet



Quelle réalité derrière les mensonges d'Etat ?

Dans le dernier numéro d'Anticapitalistes ! nous annonçons une soirée débat sur le thème de la crise. Notre objectif était de tenter de prendre la véritable mesure des bouleversements économiques, sociaux et politiques que les développements de la crise font apparaître et que tous les mensonges des dirigeants politiques, qui ne cessent d'annoncer la sortie de la crise, sont bien incapables de masquer.

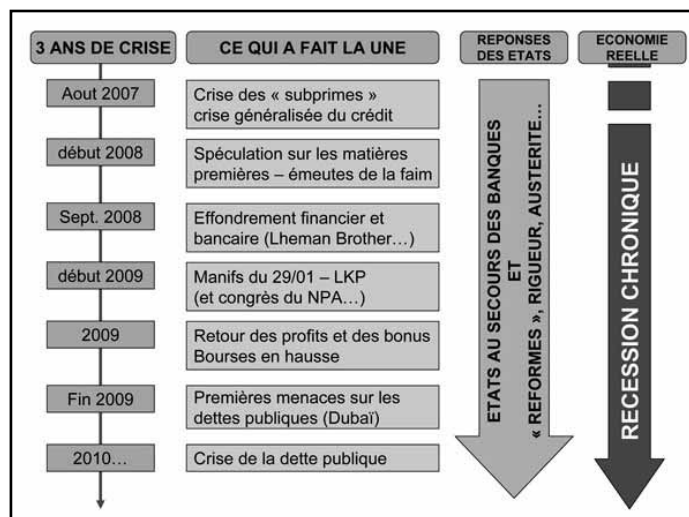
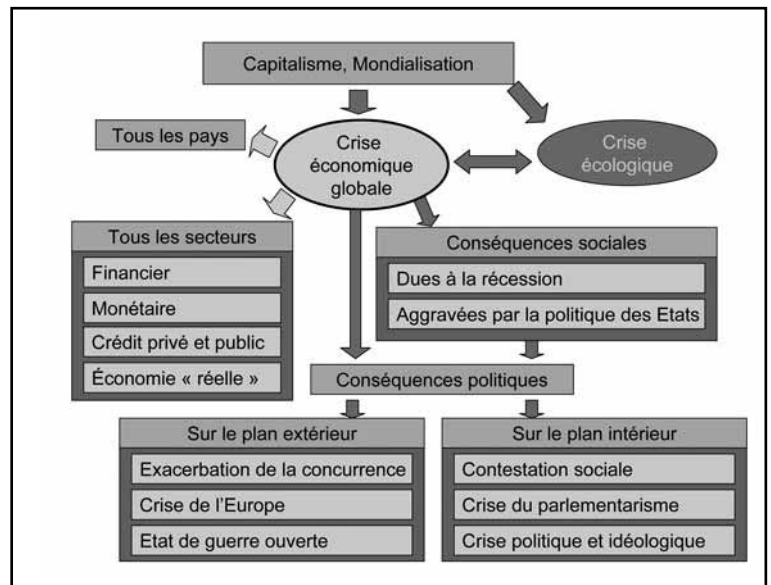
Aperçu des exposés de présentation...

Daniel, Adrien

Une crise globale et "systémique"

Contrairement aux crises qui ont marqué les dernières décennies et qui se limitaient soit à un secteur (crise des nouvelles technologies de fin 2000), soit à un ou quelques pays (Mexique, Asie, Argentine...), la crise actuelle est globale. Ses conséquences sociales et politiques sont d'autant plus importantes que malgré toutes les mesures prises par les Etats jusqu'à aujourd'hui, non seulement elle ne s'atténue pas, mais elle s'aggrave. C'est pour cela qu'on la compare à la "grande crise" de 1929 qui n'avait pris réellement fin qu'en 1945, après l'immense massacre de la deuxième guerre mondiale, et après avoir vu le nazisme s'imposer en Allemagne, les troupes de Franco vaincre la révolution espagnole de 1936, le Front populaire en France s'effondrer après un an de pouvoir, pour laisser place à la droite, puis à Pétain...

Bien plus qu'une simple crise de conjoncture à travers laquelle le capitalisme se "régule" habituellement, la crise actuelle est une crise du système lui-même, qui s'avère chaque jour un peu plus incapable de se dépêtrer de ses contradictions.



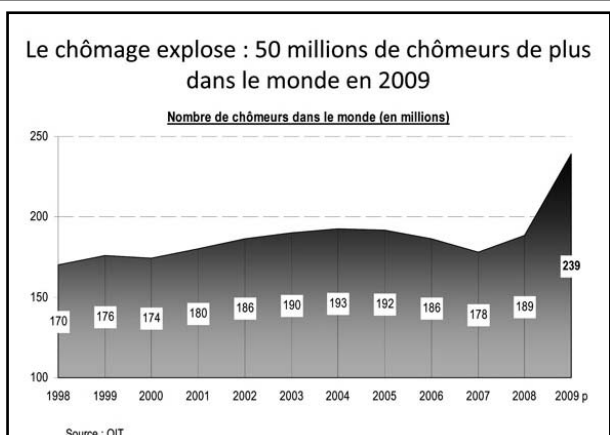
Depuis 3 ans, le monde s'enfonce dans la crise

L'histoire de la crise, c'est l'histoire d'une fuite en avant, celle de la guerre de classe que mènent les classes dominantes contre les travailleurs du monde entier.

Depuis l'éclatement de la bulle des subprimes en août 2007, les Etats ont répondu, à chaque étape de la crise, par le soutien massif des banques à coup de centaines de milliards prélevés sur les fonds publics.

Cette politique s'est accompagnée de la poursuite et de l'aggravation de la politique de régression sociale qu'imposent les Etats aux populations depuis le début des années 80, le début de la mondialisation. Avec pour conséquence un endettement de plus en plus massif des caisses publiques et une aggravation de la récession, du fait de l'appauvrissement continu des couches populaires, et donc de la diminution du pouvoir d'achat global de la population.

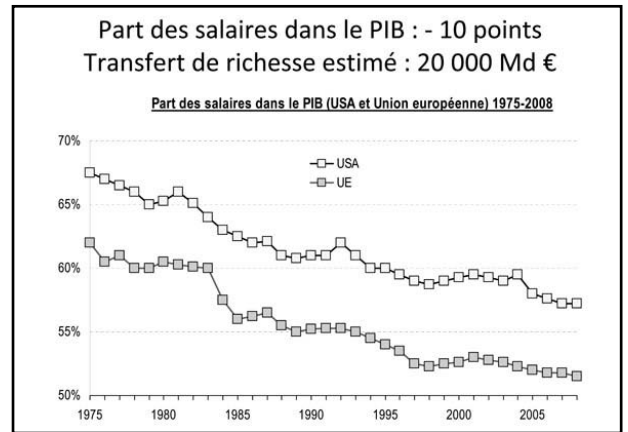
Conséquence sociale la plus dramatique de la crise, le chômage a connu une aggravation sans précédent.



Aux origines de la crise : exacerbation de l'exploitation et spéculation...

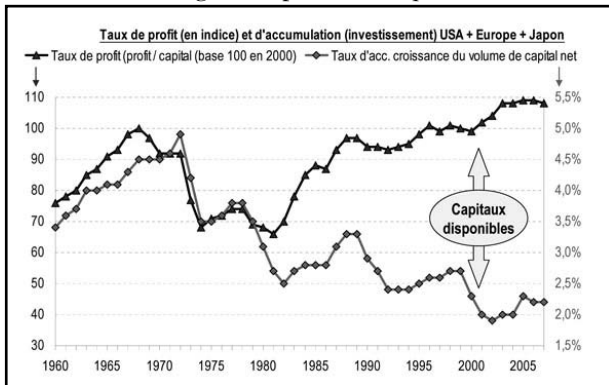
On nous explique que la crise serait due à un manque de "morale" du capitalisme financier, qu'il suffirait d'un peu de "régulation" pour que tout revienne dans l'ordre. C'est vrai pour une part, mais outre le fait que les Etats, soumis à une concurrence exacerbée par la crise, sont bien incapables de mettre en place une telle régulation, ses racines profondes se trouvent dans la guerre de classe que mènent les classes dominantes, et à leur tête les grands groupes financiers, à travers l'offensive de la mondialisation libérale, pour augmenter toujours plus leurs profits au détriment des salaires, mais aussi des revenus des travailleurs indépendants, artisans, petits paysans, etc...

La mise en concurrence des travailleurs du monde entier, avec son lot de délocalisations, de fermetures d'usine, de régression sociale favorisée par la crainte du chômage a eu pour conséquence une baisse importante du pouvoir d'achat de la



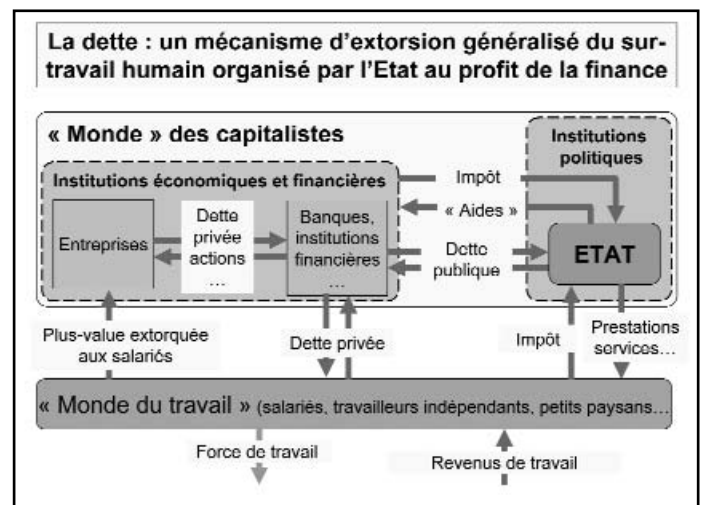
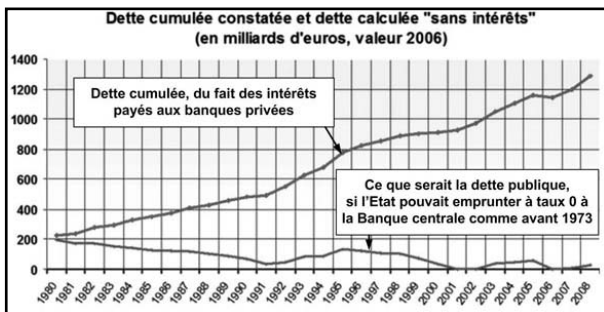
population des "pays riches" qui constituent toujours le débouché essentiel pour les marchandises fabriquées massivement dans les pays "émergents". Baisse du pouvoir d'achat d'une part, inflation de la production dans les pays émergents d'autre part, ont créé une situation de surproduction internationale chronique qui est la cause profonde de la crise actuelle.

Les profits ainsi retrouvés ont généré des masses de capitaux nouveaux qui, loin d'être utilisés pour créer des emplois et satisfaire les besoins du plus grand nombre, se sont trouvés "disponibles" pour la spéculation, nourrissant les bulles spéculatives qui sont à l'origine des effondrements financiers qui jalonnent la crise.



Et maintenant, la crise de la dette publique...

La nouvelle phase de la crise est liée à l'augmentation considérable de la dette publique de tous les pays, conséquence des milliers de milliards jetés en pâture aux spéculateurs sous couvert de "sauver le système". Mais pas seulement. Car l'endettement public est une maladie inhérente au capitalisme lui-même, un mécanisme qui permet aux institutions financières de ponctionner, avec la complicité active de l'Etat, dans les poches de tous les travailleurs, par le biais de l'impôt, toute une partie de leurs revenus. En France, le "service de la dette" est le deuxième poste budgétaire de l'Etat, derrière l'Education nationale et devant l'Armée. Il absorbe tous les ans l'équivalent de l'impôt sur le revenu !



Pourtant, il n'y a aucune fatalité à cela. Jusqu'en 1973, l'Etat pouvait emprunter sans intérêt à la Banque de France l'argent nécessaire à l'équilibre du budget. Cette possibilité a été supprimée en 1993 (Mitterrand-Balladur). Désormais, le monopole des prêts à l'Etat est garanti aux banques privées. Monopole qui sera confirmé lors de la création de la BCE en 1998 (Chirac-Jospin).

Le résultat de ce cadeau aux banquiers est la courbe ci-contre, où l'on constate le gouffre que creusent dans les finances publiques les intérêts payés par l'Etat aux banques privées !

Quelle politique pour sortir de la crise ?

C'est la question qui est au centre des discussions en cours dans le cadre de la préparation de notre prochain congrès national. Lors de notre congrès de fondation, nous écrivions : "En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique..." C'est plus que jamais d'actualité !

Collège Pablo Neruda de Bègles

Les raisons de la colère

En cette fin d'année, le temps est gris sur notre collège : suppression de 20h de secrétariat, fin de contrat pour 4 secrétaires précaires (une collègue en est à son 13^{ème} contrat en dix ans), baisse de 30% des crédits LOLF (financement des projets éducatifs et des manuels, aide aux familles démunies), recours à la précarité dans l'enseignement.

Le collège, en ZEP, accueille une structure de 80 élèves en difficulté scolaire, une UPI pour des élèves handicapés et une classe pour l'accueil des enfants non francophones. Ces spécificités ne sont donc plus prises en compte.

Lundi 14 juin, une délégation composée de la direction et d'un enseignant élu a été reçue par le rectorat avec quatre revendications : maintien de l'ensemble des moyens de secrétariat, proposition de reclassement pour les personnels précaires arrivés en fin de contrat, maintien des crédits LOLF et fin de la précarité dans l'enseignement. Le rectorat a répondu que dans la période de restriction budgétaire, les fonctionnaires devaient "fonctionner sans état d'âme", que la direction devait être "inventive", "proposer les restructurations nécessaires" et, pour finir, qu'il fallait avoir conscience qu'il faudrait faire des choix dans nos missions. Ces réponses ont sonné comme des provocations pour ceux qui avaient accompagné la délégation et pour les personnels réunis en AG le lendemain matin. Nous avons maintenu notre appel à la grève pour le jeudi 17 et fait une nouvelle demande d'audience.

Une réaction collective et démocratique

Avec l'aide de la FCPE, le collège a été fermé avec tous les services en grève. A la grande majorité, nous avons voté que nous irions nous inviter au rectorat puisque que nous n'avions pas de réponse satisfaisante.

Partis en manif, nous avons pu rentrer sans difficulté dans le rectorat et entamé un concert de sifflets, tambours et slogans.



Le rectorat a proposé de nous rencontrer "pour nous expliquer comment on gère 389 établissements" mais à la condition de quitter les lieux. Refus majoritaire et nous sommes repartis pour deux heures de bruits. Après une nouvelle proposition, nous avons majoritairement accepté l'entrevue même s'il fallait sortir. Il n'en est rien sorti. De toute façon, nous n'attendions pas grand chose de l'audience. Pour tous, le principal est d'avoir fait la démonstration que des résistances existent, d'avoir imposé durant quelques heures un autre discours. Nous sommes repartis satisfaits d'une unité forgée dans la lutte et, en tête, l'idée de continuer la mobilisation sous d'autres formes. Un rayon de soleil.

David Tourenne

Eysines

Mobilisation gagnante contre les fermetures de classes

Le dogme de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite a des conséquences très directes dans les écoles. A Eysines, l'inspection académique s'appropriait à "proposer" quatre fermetures de postes (après avoir déjà fermé une classe en mars). Trois dans le seul groupe scolaire Claverie, situé dans un quartier populaire, où les effectifs des classes ne doivent pas être trop chargés pour pouvoir faire progresser les enfants en difficulté.

Cette information, recueillie par le syndi-

cat SNUipp-FSU, a permis une large mobilisation des parents (ils ont fait signer des pétitions devant les écoles, une initiative relayée par un article dans Sud-Ouest), des enseignants, et de la mairie.

Le 9 juin, une délégation eysinaise comprenant parents, enseignants, représentants du SNUipp et une élue était reçue à l'inspection académique de Bordeaux. A cette occasion, un rassemblement de 200 personnes, réunissait les délégations de toutes les écoles qui allaient être reçues avec celle d'Eysines, et leurs soutiens.

Lors de la commission administrative qui a suivi, le vendredi 11 juin, aucune des fermetures de classes prévues à Eysines n'a été prononcée (mais un poste d'enseignant spécialisé a été supprimé).

Une bataille qui a été gagnée grâce à la mobilisation de tous. La rentrée s'annonce chaude : le ministère de l'éducation nationale veut supprimer, de 2011 à 2013, 10 000 classes. En septembre ce sera donc la lutte des classes : celles des écoles et celle des retraites !

Christophe Otharan

Second congrès du NPA33

Le congrès qui s'est tenu les 12 et 13 juin et auquel ont participé 76% des camarades, a été l'occasion de faire un riche bilan des activités des différents comités et commissions depuis plus d'un an d'existence.

Deux orientations (plateformes) pour la fédération de Gironde du NPA se sont dégagées de nos débats (voir ci-dessous les deux tribunes, la plateforme 1 a recueilli 72,7% des votes, et la plateforme 2 27,3%).

Le congrès a aussi permis d'exprimer notre soutien à la lutte des Ford pour l'emploi comme de voter un certain nombre de motions : en soutien aux postiers du 92 en grève ; pour l'organisation de structures unitaires à la base pour les retraites, la défense du service public ; pour participer à la mise en place de Comité de liaison avec notamment le PG, le PCF, le Front de gauche ; sur les élections cantonales.

Plateforme 1

A l'issue du Congrès local des 12 et 13 juin, l'orientation que nous avons proposée pour le NPA 33 dans "quatre textes" a rassemblé plus de 70% des militant-e-s présent-e-s. Cette politique réaffirme le projet initial du NPA dans la continuité du Congrès fondateur de février 2009 et vise à développer une intervention anticapitaliste en direction des entreprises, des quartiers populaires, de la jeunesse et de l'ensemble des mouvements sociaux. Elle propose une méthode pour construire le NPA en réalisant ensemble les expériences à venir et en tirant les leçons des expériences des dix-huit mois d'existence de notre parti.

Il s'agit pour nous de préciser le contenu politique du projet du NPA. Comme nous l'écrivons dans un des 4 textes : *"L'enjeu de nos orientations politiques est de répondre à la nouvelle phase que connaît la crise économique, sociale, écologique et démocratique. Sortir de cette situation exige un bouleversement démocratique, la conquête par l'ensemble des populations des moyens de prendre en main le destin de la société, leur propre destin, des moyens de contrôler la production, la conquête du pouvoir politique. L'objectif du NPA dans sa globalité, et donc de notre fédération, est de contribuer, par notre action militante, à construire cette alternative politique, en étant partie prenante de toutes les mobilisations de résistance aux attaques sociales, mais aussi en portant un projet politique que nous défendons partout, y compris dans les élections, en visant à construire toutes les convergences, tous les fronts unitaires possibles compatibles avec notre politique."*

Dans la situation politique actuelle de crise du capitalisme et de mise en place de politiques de rigueur dans toute l'Europe comme de difficultés pour le NPA dans les derniers mois, notre Congrès local constitue une première pierre dans les discussions que nous aurons au Congrès national du NPA en novembre 2010, afin d'élaborer une politique de réponse à la crise qui touche les classes populaires.

Sur la base de cette orientation que nous avons élaborée collectivement pour la Fédération de Gironde, nous sommes prêts à défendre notre politique anticapitaliste, en toute indépendance des institutions, et vous donnons rendez-vous lors de la fête du NPA qui aura lieu à l'automne 2010.

Plateforme 2

Pour un parti anticapitaliste large et unitaire

Ne nous le cachons pas, notre récent NPA a été pour le moins bousculé par les événements. Il ne suffit pas de dire que la crise du capitalisme a mis sur la défensive "ceux d'en bas". Il faut essayer de comprendre comment l'élan incontestable initialement dirigé vers le NPA est partiellement retombé.

Pour ceux qui se sont retrouvés comme nous sur une plateforme dite unitaire, l'erreur ne vient pas que des autres.

Si beaucoup des électeurs de Besancenot ont préféré massivement s'abstenir voire retourner voter pour des partis plus "institutionnels" au lieu de nous donner des élus aux Européennes ou aux Régionales, c'est parce qu'ils nous ont considéré responsables (souvent injustement) de l'absence de l'indispensable unité pour offrir une alternative aux contre-réformes du sarkozysme et aux simples aménagements proposés par le PS.

L'exemple du Limousin, expérience originale avec les organisations du Front de gauche où nos camarades siègent désormais au Conseil Régional en toute indépendance, ne signifie pas que nous aurions pu obtenir un tel résultat partout mais montre un autre visage de notre organisation.

Or, s'il ne s'agit pas de parvenir au pouvoir en gagnant siège après siège, cela crée dès maintenant une dynamique indispensable pour que des millions de travailleurs, chômeurs, jeunes et retraités se mobilisent contre la liquidation des retraites et des services publics, pour des mesures répondant à l'urgence sociale, écologique, démocratique, et ouvre la voie à une transformation radicale de notre société.

Si notre plateforme n'a pas convaincu la majorité du congrès, plusieurs de nos propositions ont été adoptées : notamment faire de l'appel ATTAC/Copernic le cadre privilégié de la riposte aux projets Woerth/Sarkozy contre les retraites, se préparer à remobiliser pour la défense des services publics (avec une rentrée scolaire et universitaire probablement catastrophique) ainsi que la proposition d'un Comité de Liaison avec les forces se situant à la gauche du PS, montrant que la majorité des camarades n'a pas envie de s'enfermer dans une attitude d'autosatisfaction. Tous ensemble, maintenant, au travail !

29 mai à Bordeaux pour les droits des femmes "Vous les fachos cassez-vous de là, sinon on fait exploser St-Eloi"

Le collectif "Oui à la Vie", organisation anti-avortement, a appelé le 29 mai dernier à une manifestation à Bordeaux pour la seconde fois. Comme l'année dernière un contre-rassemblement a été organisé avec une particularité cette année pour notre mobilisation, la diffusion il y a deux mois d'un reportage sur la mouvance catholique radicale et fasciste de Bordeaux. Cela a entraîné un appel très large d'associations, du Collectif bordelais pour le droit des femmes, de syndicats et partis de gauche, anticapitalistes et libertaires à manifester. Devant notre détermination, la préfecture de Gironde a pris peur, une semaine avant, elle déplace la manif anti-IVG des Quinconces à la Place de la République pour finalement, la veille, la mettre cours du Maréchal Juin devant le commissariat central de Bordeaux. Pour nous, aucune raison de changer le lieu de notre rendez vous, nous nous laissons tout loisir du parcours de notre défilé.

Notre manifestation a rassemblé près de 2500 personnes et les anti-IVG n'étaient pas plus de 800 et ont mis très longtemps à se retrouver du fait de l'endroit éloigné de leur appel et de la sur-présence policière autour d'eux (près de 500 policiers et gendarmes, avec camions anti-émeute et hélicoptère). Dans une manifestation bon enfant et revendicative nous avons

donc défilé dans le centre ville, laissant les fascistes en marge de Bordeaux.

Cette mobilisation est une réussite mais la vigilance reste de mise, à l'heure où l'extrême droite se met au social et se réorganise avec de nouvelles pratiques militantes. Bordeaux et plus généralement l'Aquitaine subissent un assaut clair de l'extrême droite avec l'apparition de groupe comme le Bloc identitaire qui efface le "mur des expulsés" près de Pau ou dernièrement, dénonce l'emploi de travailleurs d'Afrique du Nord dans les vignes de Pauillac. Les catholiques intégristes continuent aussi leur travail d'im-

plantation avec, par exemple prochainement, la tenue à Bordeaux de l'Université d'été du centre Charlier, créé en 1980 par Bernard Antony, catholique traditionaliste et militant de la droite nationale, qui appelle au retour des valeurs morales d'un christianisme des plus obscurantistes.

Face à ces réactionnaires, l'attaque de front et de masse est indispensable, c'est à nous d'affirmer que seule l'émancipation de toutes et tous est l'unique solution pour renverser l'ordre capitaliste.

C.



Une gifle pour Saint Projet... ils tendent l'autre joue ?

Visiblement, ça commençait à faire beaucoup de pub pour les intégristes bordelais, entre les reportages télé et ceux de *Sud-Ouest*. Beaucoup de pub et beaucoup de soutiens officiels aussi : Juppé qui leur a accordé droit de cité, le cardinal Ricard qui les cautionne... il a quand même fait une messe "pour la vie" trois jours avant la manif du 29 mai des intégristes.

Le scandale a donc grossi, notamment autour des propos racistes, antisémites et d'extrême-droite tenus dans les cours du collège Don Bosco-St Projet, sans parler du créationnisme à la place des sciences. Du coup, le rectorat s'est réveillé et suite à deux inspections, une mise en demeure a été adressée début

juin aux parents pour les contraindre d'inscrire leurs enfants dans d'autres établissements, sous peine de poursuites pénales.

Une bonne gifle qui aura aussi pour conséquence d'affaiblir financièrement cette structure... malgré tous les soins de l'atelage qui la dirige : l'avocat Rivière, spécialisé dans la défiscalisation de patrimoine, associé au curé intégriste Laguérie.

D'autres "écoles" intégristes sans contrat avec l'Etat continuent de nuire en Gironde, à Saint Macaire et au Bouscat.

Faites leur de la pub !

F.M.

Non aux discriminations

“Toute l'année est une gigantesque hétéropride”

Interview d'Arnaud Alessandrin, doctorant en sociologie à Bordeaux-2 spécialisé sur la question des genres, des sexes, des transidentités, il milite à l'association Mutatis Mutandis, qui vient en aide aux personnes trans. Vous pouvez trouver la suite de l'entretien sur notre site www.npa33.org.

Anticapitalistes ! :

La marche des fiertés bordelaises du 12 juin de cette année a rassemblé près de 7 000 personnes. Que pensez-vous de ce mode de manifestation politique ? Quel est son impact vis-à-vis de l'homophobie, des normes de sexe et de genre ?

Arnaud Alessandrin :

Cette marche a bien fonctionné. Elle alliait donc trois choses fondamentales pour le succès d'une telle manifestation, à savoir une image positive, ce qui fait revenir les manifestants chaque année ou en attire de nouveaux ; une envie de manifester et une organisation bien rodée dans laquelle la fête, la musique et les rencontres sont partie prenante.

Cependant, depuis plusieurs années, les prides sont l'objet de critiques répétées. D'une part on reproche aux marches des fiertés leur aspect caricatural : “*ce n'est pas ça l'homosexualité*”. Et cette critique est à la fois interne et externe aux communautés LGBT⁽¹⁾. D'autre part certains estiment que les prides sont contreproductives, c'est à dire qu'en rendant visible ou en caricaturant elles entretiennent des réactions de rejet. Enfin, et c'est une idée répandue, les prides seraient du prosélytisme : en défilant les homosexuels voudraient convertir les hétéros...

Rappelons tout de même que toute l'année est une gigantesque hétéropride et que les normes de genres et de sexe instituées discréditent les expressions comme la pride car elles laissent à penser que le “neutre” ou “l'universel”, “le normal” sont hétérosexuels. Or l'homosexualité n'est en rien plus partielle ou militante que l'hétérosexualité. C'est aussi pour cette raison que je trouve les critiques concernant l'excentricité des prides malvenues. Si on suit cette logique, pour être acceptés, un bon pd, une gentille gouine, un gentil trans, un bi sympa, se doivent d'être discrets.

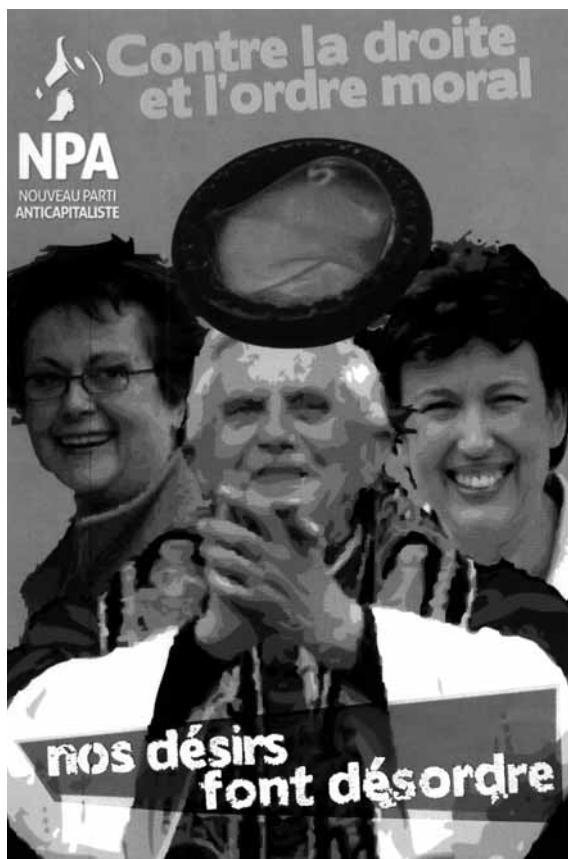
Or, aujourd'hui, toutes les formes et les expressions de sexe, de genre et de sexualité doivent faire l'objet d'un traitement égal, d'une entière acceptation et donc de reconnaissance, que l'on soit transsexuel, transgenre, travesti, homo, folle ou butch⁽²⁾. Pour cette raison, les prides sont des interfaces de visibilité nécessaires. Elles imposent sur le plan politique ce que certains souhaiteraient cantonner à la sphère privée.

Le mot de “pride” ne fait pas non plus consensus : “*devrais-je être fier de quelque chose que je n'ai pas choisi ?*” Je ne vais pas ici trancher le débat entre inné et acquis concernant l'homosexualité, mais même si je n'ai pas la sensation d'avoir choisi ma sexualité, peut-être puis-je trouver une certaine fierté à pouvoir la vivre comme bon me semble. Je ne dis pas forcément faire son “coming-out”, ce serait faire trop plaisir aux inventeurs du placard !

Propos recueillis par Pavel Desmet

(1) Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transsexuels

(2) femmes homosexuelles qui mettent en avant des apparences, des attitudes “masculines”



Qu'est ce que le genre ?

Le genre est un ensemble de codes sociaux polarisés en “masculin” et “féminin”. Ces codes assignent des attributs psychologiques, des activités et des rôles et statuts sociaux (par exemple ce qui est masculin doit être viril, ce qui est féminin doit être doux, maternel...) Par convention sociale on associe le sexe biologique au genre : l'homme doit donc être fort et la femme docile. Et il ne faut pas déroger à la règle du genre ! Cependant le genre assigné ne correspond jamais réellement aux expériences de genre vécues : il existe donc des hommes féminins, des femmes masculines...



Le quai de Ouistreham

Florence Aubenas

Editions de l'Olivier - 19 euros

contre la crise. Et à Caen, la crise, la casse industrielle on connaît –Saviem, Valéo, SMN...- jusqu'à la fermeture de Moulinex en 2001.

Alors, pour le boulot ce sera dans ce qui reste encore, la branche ménage. Les petits boulots précaires, durs pour le corps et la tête "*Aujourd'hui, on ne trouve pas de travail, on trouve des heures... On travaille tout le temps sans avoir vraiment de travail, on gagne de l'argent sans vraiment gagner sa vie...*".

Plusieurs lieux de travail : les Ferry, un camping, des bureaux... Quelques heures par ci, par là, avec parfois autant de temps de transport que de travail. Mais pas le choix. "*Si tu refuses une fois, tu es foutue, disparue, à la trappe. La boîte ne te rappelle pas*".

Tout le long du livre, on partage avec Florence et ses collègues, principalement des femmes, ces horaires impossibles, ces conditions de travail insupportables, cette fatigue continue, la pression, les peurs, les petits chefs, la saleté... mais aussi ce qui fait supporter tout ça : la

solidarité, les rires, la pause cigarette volée...

Il y a aussi les galères de Pôle emploi pour les "clients" et pour le personnel, les rendez-vous avec la conseillère d'insertion (service privatisé) tous les 15 jours, les Forums sur l'emploi bidons, la "médecine" du travail (mesurée, pesée, apte... en 5 mn)... On croise des militants contre le chômage et pleins d'hommes et de femmes qui se démènent pour s'en sortir au mieux.

On suit aussi Philippe, le copain précaire jeune divorcé qui veut être amoureux... On s'attache à toutes ces vies qui sont celles de millions d'entre nous. On rage aussi devant le manque d'issues, de perspectives que l'on ressent tout au long de l'histoire.

Au bout de 6 mois, Florence obtient un CDI de 5 h 30 à 8 h le matin à 8,94 euros brut de l'heure. Le but est atteint, la fin de cette tranche de vie aussi.

Un témoignage à lire, à faire lire pour entretenir l'envie d'une autre société!

Jacques Raimbault

Une femme seule de 48 ans, sans formation ni fiche de paye récente, sans ressources et sans voiture, qui doit travailler. C'est dans ce personnage que Florence Aubenas, journaliste, arrive à Caen, loue une chambre, s'inscrit à Pôle emploi, en Intérim, dans le but de décrocher un CDI.

Son livre retrace ces 6 mois de vie-travail précaire entre février et juillet 2009. Il est dédié "Au tracteur" nom de la voiture fatiguée mais indispensable que lui fera avoir Victoria rencontrée dès le début de l'aventure le 19 mars lors d'une manif

La Monnaie une nouvelle fois au tribunal

Depuis plusieurs années, SOS Monnaie défend les intérêts des victimes de l'amiante. Le 4 juin, elle demandait la "*faute inexcusable*" de la Monnaie devant le tribunal de la Sécurité sociale suite au cancer d'un ouvrier dû à une exposition au chrome.

Ce collègue, qui a subi une lobectomie en 2008, manipulait des sacs de 50 kg de bichromate de potassium à la pelle, "*sans masque ni protection*" alors que dès 1977, le ministère du Travail incluait le chrome dans une liste d'agents dangereux.

Alors que la Monnaie avait elle-même reconnu sa maladie professionnelle en 2008, l'avocate de la direction est revenue dessus en déclarant que le bichromate de potassium ne provoque une maladie professionnelle "*qu'à l'occasion de certaines activités n'entrant pas dans celles de la Monnaie*" !

Tout comme sur l'amiante, la direction cherche aujourd'hui à nier sa responsabilité, tout en multipliant en interne les pressions contre l'association. Le PDG a même menacé de lancer une "*plainte pour diffamation*" ! C'est le monde à l'envers, alors que la Monnaie a été condamnée déjà dans 11 cas liés à l'amiante à la "*faute inexcusable*". Les camarades de l'association ont raison de se battre, les responsables doivent payer.

Laurent Delage

Tribune de l'association SURVIE

L'armée française et l'Afrique

Le 15 juin, sur la place Jean Moulin, avait lieu l'inauguration de l'exposition *Les combattants d'Afrique*. Celle-ci, réalisée en partenariat avec le ministère de la défense, avait pour intention déclarée de rendre hommage aux combattants africains, notamment pour leur rôle dans la libération de notre pays du joug nazi. L'intention est bien entendu louable, elle s'inscrit néanmoins dans un contexte de lissage du passé colonial français, et surtout d'occultation systématique de l'action de l'armée française envers les peuples africains, aujourd'hui comme hier. Face à ce qui nous apparaissait être un exercice de communication, il nous semblait primordial de rappeler certains faits.

L'idéologie raciste et la nostalgie de l'empire colonial gangrèment encore aujourd'hui l'armée française. Elles autorisent de véritables horreurs, occultées par nos médias, comme aux pires temps de la colonisation. Les exemples sont malheureusement nombreux, que ce soit l'armée française qui ouvre le feu sur une foule désarmée en 2004, à Abidjan, faisant environ 60 morts, les actes de tortures commis en RDC en 2003, révélés par la télévision publique suédoise, le rôle de l'armée française dans le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994 et bien d'autres...

Il nous semblait important de souligner la continuité de fait entre ces massacres et ceux de l'époque coloniale, qui eurent

parfois lieu contre les soldats même à qui l'on entendait rendre hommage, comme ce fut le cas à Thiaroye (Sénégal) en décembre 1944. Les massacres de Sétif et Guelma commencèrent eux le jour même de la libération, et firent 10000 à 45000 morts. Ceux de Madagascar, en 1947, en firent environ 90000. Et la guerre contre l'UPC, au Cameroun, fit de 100000 à 400000 victimes. Elle n'est pourtant mentionnée dans aucun de nos manuels scolaires !

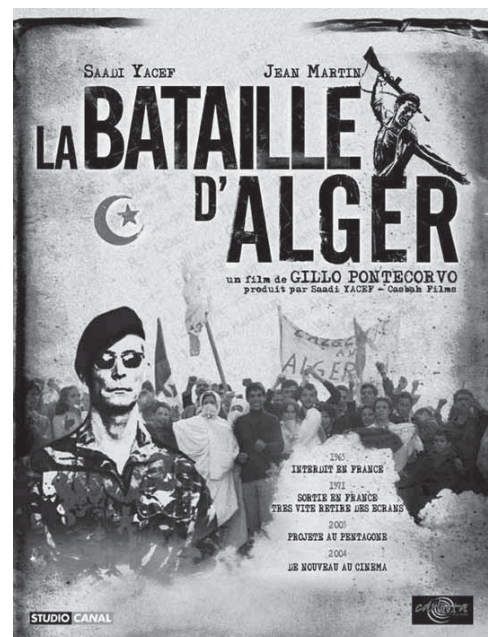
L'armée française se donnait à peu de frais, sur la place Jean Moulin, une image d'amie de l'Afrique. Elle est pourtant un des outils permettant de perpétuer les processus de domination mis en place lors de la colonisation. Mais le 15 juin, ceux qui voulaient faire le lien entre la continuité de cette présence militaire française, l'état lamentable dans lequel se trouve l'Afrique et le pillage des ressources du continent, se voyaient bel et bien interdits de distribuer des tracts sur la place par les forces de l'ordre, et confinés dans un coin par la menace de l'utilisation de la violence. Rappelons enfin que notre État peine toujours à égaliser les pensions des anciens combattants étrangers et français. Mais l'exercice était bien mené, l'armée française rendait hommage aux combattants d'Afrique, toute autre analyse un tant soit peu consciencieuse de la situation était occultée.

Mort d'un piteux "Pithécanthrope galonné"

La mort du sinistre Bigeard a été l'occasion d'un festival d'hommages de la classe politique, tel Masseret, président PS de la région Lorraine, pour qui "*La Lorraine perd un grand homme*" ou Le Pen déplorant la mort d'un "*brave type*".

Celui qui a fini sa carrière militaire en commandant la 4ème région militaire de Bordeaux avant d'être nommé secrétaire d'Etat à la Défense par Giscard le méritait bien, lui qui a été de tous les sales coups de l'impérialisme français. De la ligne Maginot à l'infanterie coloniale du Sénégal, de l'Indochine à la bataille d'Alger et à l'utilisation de la torture et de la gégène pendant la guerre d'Algérie, il a été un des fidèles et besogneux hommes de main de la bourgeoisie française, défendant avec constance et sans renâcler ses intérêts sonnants et rétrochambants.

Avec sa finesse d'esprit de parachutiste et son sens de classe, il avait réagi à la candidature d'Arlette Laguiller en 1974, première femme à oser se présenter à la Présidence de la République : "*Il faudrait la marier avec un second-maître ou un parachutiste, et après, on n'en parlerait plus*"... Celui qu'Arlette avait alors traité de "*pithécanthrope galonné*" s'est cru obligé de rendre son tablier un 18 juin... Tout est dans le détail !



Affiche du film "La bataille d'Alger" qui met au jour les pratiques de l'armée française, dont Bigeard et ses paras, pendant la guerre d'Algérie. Le film a été interdit dès sa sortie en 1965. Il sort officiellement en 1971 mais est rapidement retiré des écrans. Il ne sera à nouveau visible qu'en... 2004.

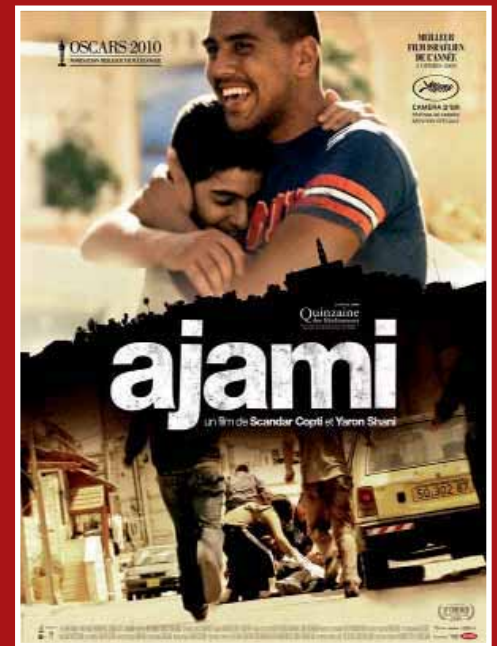
internationalisme

Une internationaliste sans concession

Nous avons pu bénéficier de la venue, le lundi 14 juin de la militante anticolonialiste israélienne Yaël Lerer invitée par l'UJFP pour une conférence de presse à l'Utopia puis à un débat au cinéma Jean d'Eustache. Elle combat inlassablement et sur tous les fronts pour une transformation politique, sociale et culturelle en Israël/Palestine porteuse de justice et d'égalité.

En effet, elle a créé et dirige les éditions Andalus spécialisées dans la traduction vers l'hébreu d'œuvres littéraires en langue arabe. Elle est membre fondateur du parti Balad et a été assistante et porte-parole du député arabe israélien Azmi Bishara. Surtout, elle participe à la coalition *Boycott From Within* regroupant des citoyens israéliens

qui appellent au boycott économique, académique et culturel d'Israël. La rencontre avec Yael Lerer s'est poursuivie par la projection, au cinéma Jean Eustache de Pessac du film *Ajami*, coréalisé par un palestinien (Scandar Copti) et un israélien (Yaron Shami). Ce film se passe à Ajami, quartier de Jaffa, vidé de la majorité de ses habitants palestiniens depuis la guerre de 1948 et où cohabitent les communautés musulmane, juive et chrétienne. Il se mêle à l'histoire une enquête policière autour d'Omar, jeune israélien d'origine palestinienne et son petit frère Nasri. Très réaliste, à la fois touchant et sombre par les destins tragiques des personnages, il témoigne de leur difficulté à vivre ensemble, de leur enfermement communau-



taire qui semble inextricable, mais c'est aussi un film plein de vie et d'espoir car les victimes de ce repli, arrivent à se côtoyer et même à s'aimer.

Isabelle B. et Nadège

Contre le blocus de Gaza, avec le peuple palestinien !

Trois manifestations ont eu lieu à Bordeaux, rassemblant de 400 à 900 personnes dès le lendemain de l'attaque de l'Etat d'Israël contre la "Flottille de la liberté".

Militants et familles turques et maghrébines, et le mouvement de solidarité politique, syndical et associatif (NPA, PG, PC, SUD, Palestine 33, UFJP, CAP...) se sont retrouvés contre cette déclaration de guerre au mouvement international de solidarité avec la Palestine, victime d'un blocus inique, avec l'aval des grandes puissances que sert Israël contre les peuples de la région.

L'Etat terroriste d'Israël est le principal acteur. Mais les Etats-unis, l'Europe et les régimes arabes lui permettent d'agir, voire sont derrière.

Ce massacre a eu lieu après le vote à l'unanimité par l'OCDE de l'adhésion d'Israël, après l'accueil de Netanyahou par Sarkozy, et du Président israélien par le socialiste Delanoë à Paris.



En 2008-2009, les massacres de Gaza avaient eu lieu juste après le rehaussement des accords d'association entre Israël et l'UE, la France a coopéré au blocus naval de Gaza en 2009 et participe à la construction du mur souterrain entre l'Egypte et Gaza.

L'impunité de l'Etat d'Israël doit cesser, imposée par les peuples du monde, dont nous sommes. La colère a éclaté dans le monde entier, y compris en Israël. Cette mobilisation populaire est indispensable, ainsi que la campagne Boycott Désinvestissement Sanction. Les gouvernements, institutions internationales ou partis complices doivent être démasqués.

Et la lutte continue, avec le peuple palestinien, pour la levée immédiate du blocus de Gaza, la fin de l'occupation militaire, le retour des réfugiés et la satisfaction des droits nationaux des Palestiniens !

M. Casanova